

**Union européenne - Brexit - Zone  
euro - Allemagne - Glyphosate -  
CETA - Entretien de Mme Nathalie  
Loiseau, ministre chargée des  
affaires européennes, avec le  
quotidien «L'Opinion»  
(Paris, 06 décembre 2017)**

**Q** - Sur le Brexit, êtes-vous optimiste sur les chances que les négociations avec Theresa May progressent d'ici le prochain Conseil européen?

**R** - Je ne crois que ce que je vois. Et ce que nous voyons tous, c'est la difficulté à régler la question de l'Irlande. La difficulté vient de l'appartenance ou non au marché unique et à l'union douanière à compter du Brexit. La Commission, en ayant parlé avec l'Irlande et les négociateurs britanniques, avait travaillé à une solution qui semblait permettre un accord. La situation politique britannique montre que cette question n'est pas encore tranchée et demeure compliquée. Nous verrons cette semaine si une solution est possible. Il faut avoir un accord d'ensemble sur l'Irlande, le règlement financier et les droits des citoyens pour passer l'étape suivante de la négociation.

**Q** - La désignation du ministre des Finances portugais, qui appartient à un gouvernement de gauche, à la tête de l'Eurogroupe, c'est une bonne nouvelle?

**R** - C'est une bonne nouvelle, compte tenu de sa compétence et parce qu'il est très crédible vis-à-vis de tous les membres de la zone euro. Il a géré la crise portugaise, une crise profonde, par des mesures de rigueur budgétaires mais aussi en prenant des mesures tournées vers la relance. La France soutenait sa candidature, même s'il y avait plusieurs candidats sérieux.

**Q** - À l'occasion du prochain Conseil européen, Jean-Claude Juncker va faire des propositions visant à réformer la zone euro. Vous paraissent-elles, compte tenu des informations dont vous disposez, aller dans le bon sens?

**R** - Pour le moment, il y a simplement des rumeurs et des projets. Nous ne savons donc pas encore ce qu'il va présenter exactement ce mercredi. Ce qui est important, c'est que tout le monde travaille sur le projet d'une réforme de la zone euro. Dans une période où les États membres ont renoué avec la croissance, où il est possible de réfléchir la tête froide, c'est le moment de se demander ce qu'il manque pour aller vers une Union économique et monétaire plus intégrée.

**Q** - Les propositions européennes d'Emmanuel Macron, soutenues par le SPD, sont dans la balance des négociations en vue d'une grande coalition en Allemagne. C'est un signal

positif&thinsp;?

R - Le sujet européen devient un sujet de discussion entre les partenaires politiques en Allemagne. Ce n'était pas vrai pendant la campagne électorale allemande, ni au début des discussions exploratoires en vue de la formation d'une coalition. Aujourd'hui, l'idée que l'avenir de l'Allemagne et l'avenir de l'Europe sont intimement liés, et qu'entre partenaires d'une future coalition il faut se mettre d'accord, notamment à propos des propositions qui ont été faites par Emmanuel Macron, nous apparaît comme une bonne nouvelle.

Q - Sur le glyphosate, une précision importante&thinsp;; Emmanuel Macron a souhaité sur la France l'interdise au plus tard dans trois ans. Ce délai doit-il être apprécié en fonction de l'avancement de la recherche sur des solutions alternatives&thinsp;?

R - On ne se met pas dans l'hypothèse de se dire «qu'est-ce qui se passe si on échoue&thinsp;?». Aujourd'hui, nous soutenons la recherche et nous voulons réussir à proposer le plus vite possible des alternatives crédibles pour les utilisateurs en France et ailleurs. Il y a une mobilisation de plus en plus forte de la société civile partout à travers l'Europe.

Q - L'objectivité des agences européennes a été mise en doute dans cette affaire. Faut-il revoir les critères d'évaluation, les moyens qui leur sont alloués&thinsp;?

R - Nicolas Hulot a demandé un travail sur le système d'évaluation des agences. La France a été entendue&thinsp;; la Commission doit faire dans les prochaines semaines une proposition pour améliorer l'indépendance et la transparence des agences. À l'évidence, des questions se posent. Si c'est une question de moyens, il faudra pouvoir en donner davantage aux agences. Les divergences d'analyse entre les agences créent de la suspicion et des doutes chez les citoyens. Il faut lever ces inquiétudes.

Q - Sur le CETA, Nicolas Hulot, dans L'Obs, estime que la «messe n'est pas dite», autrement dit que le Parlement français pourrait ne pas ratifier l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada. Le craignez-vous&thinsp;?

R - Beaucoup de choses ont été dites sur le CETA. On a d'abord eu le sentiment que l'accord payait le prix des inquiétudes qui avaient entouré le projet de traité - pour le moment avorté - avec les États-Unis. Ensuite, on a reproché au CETA de ne pas être ce qu'il ne pouvait pas être, c'est-à-dire un accord climatique. Mais au moment où le mandat était donné à la Commission européenne de négocier avec le Canada, l'accord de Paris n'avait pas été signé&thinsp;;! Ce que nous dit aujourd'hui le rapport de la Commission scientifique indépendante, c'est que le CETA ne présente aucun danger au sens où l'Union européenne n'importera demain aucun produit qu'elle interdit aujourd'hui. La commission parlementaire qui a travaillé sur le sujet a proposé un plan d'action que nous devons mettre en oeuvre. Ces craintes, par exemple sur la viande aux hormones, ne sont donc pas justifiées compte tenu des mesures de sauvegarde que nous pouvons prendre. Sur le réchauffement climatique, nous allons travailler avec le Canada à une mise en oeuvre ambitieuse de l'accord de Paris. On va aussi veiller à une grande transparence dans les discussions avec Ottawa sur les questions réglementaires, en veillant au mieux disant.

N'oublions pas que le CETA, ce sont aussi des marchés qui s'ouvrent pour les producteurs français, pour les appellations d'origine protégées./.